

Salle de presse (Accueil)

- [> Communiqués de presse](#)
- [> Calendrier des événements](#)
- [> Publications et statistiques](#)
- [> Discours du Secrétaire général](#)
- [> Multimedia](#)
- [> Contactez-nous](#)

Accueil : Salle de presse >

Société: Les gouvernements doivent s'attaquer au fossé record qui sépare les riches des pauvres, selon l'OCDE

[Envoyer](#)  [Imprimer](#)  [Tweet](#) 

05/12/2011 - Le fossé qui sépare les riches des pauvres dans les pays de l'OCDE est au plus haut depuis plus de 30 ans, et les gouvernements doivent agir sans délai pour combattre les inégalités, selon un nouveau rapport de l'OCDE.

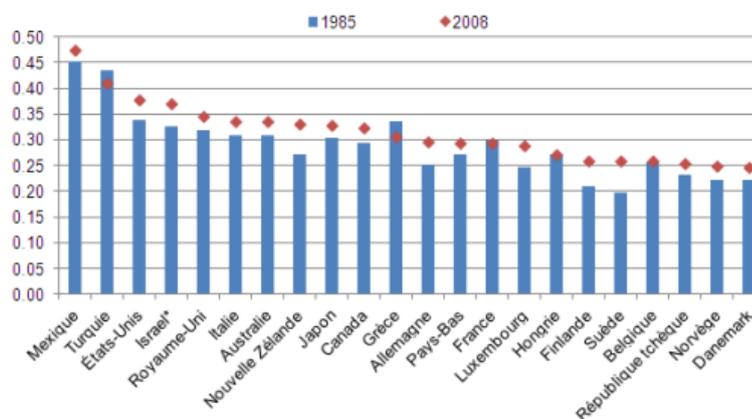
"Toujours plus d'inégalité : pourquoi les écarts de revenus se creusent" constate que dans la zone OCDE, le revenu moyen des 10 % les plus riches représente aujourd'hui environ neuf fois celui des 10% les plus pauvres.

L'écart de revenus s'est creusé jusque dans des pays de tradition égalitaire comme l'Allemagne, le Danemark et la Suède, passant de 5 à 1 dans les années 80 à 6 à 1 aujourd'hui. Il est de 10 à 1 en Corée, en Italie, au Japon et au Royaume-Uni, et toujours élevé de 14 à 1 aux États-Unis, en Israël et en Turquie.

Au Chili et au Mexique, les revenus des plus riches restent 25 fois supérieurs à ceux des plus pauvres – record de la zone OCDE –, mais ont fini par entamer un recul.

L'inégalité de revenus est beaucoup plus élevée dans certaines grandes économies émergentes en dehors de la zone OCDE. Avec un écart de revenus de 50 à 1, l'écart de revenus du Brésil demeure beaucoup plus marqué que dans le monde industrialisé, mais a nettement faibli au cours de la décennie écoulée.

L'inégalité des revenus a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE
Coefficients Gini d'inégalité des revenus, milieu des années 80 / fin des années 2000



>> [Télécharger les données en format Excel](#)

Lors du lancement du rapport à Paris, Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, a déclaré : « Le contrat social commence à se lézarder dans de nombreux pays. Cette étude balaie l'hypothèse qui voudrait que les bienfaits de la croissance économique se répercutent automatiquement sur les catégories défavorisées et qu'un surcroît d'inégalité stimule la mobilité sociale. Sans stratégie exhaustive de croissance solidaire, le creusement des inégalités se poursuivra ».

*Angel Gurría,
Secrétaire
général de
l'OCDE*

Les inégalités croissantes de salaires et de revenus du travail ont été le principal facteur de creusement de l'écart, car les travailleurs très qualifiés ont davantage tiré parti du progrès technologique que les moins qualifiés. Les réformes visant à stimuler la concurrence et à renforcer la capacité d'adaptation des marchés du travail, favorables par exemple au travail à temps partiel ou à l'aménagement du temps de travail, ont aiguillonné la productivité et ont permis d'augmenter le nombre de retours à l'emploi, notamment parmi les femmes et les faibles rémunérations. Mais la progression du temps partiel et des emplois faiblement rémunérés a elle aussi creusé l'écart salarial.

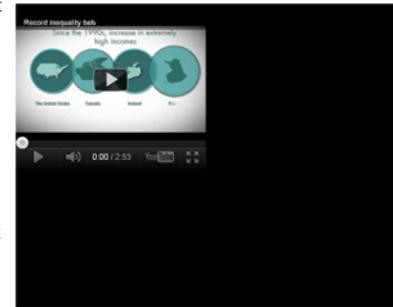
Les dispositifs fiscaux et de protection sociale jouent un rôle majeur d'atténuation face aux inégalités nées du marché, mais, dans maints pays, ont perdu de leur pouvoir redistributif depuis le milieu des années 90. C'est principalement du côté des prestations sociales qu'il faut en chercher la raison : leur baisse, le resserrement des critères d'octroi afin de contenir les dépenses de protection sociale, l'incapacité à aligner la croissance des revenus les plus faibles sur la tendance générale grâce aux transferts ont été autant de facteurs de dégradation des résultats obtenus.

De ce fait, le dispositif de protection sociale a perdu de son efficacité dans la réduction des inégalités, dans la

plupart des pays, depuis ces 15 dernières années.

Un autre facteur a été une baisse des taux d'imposition maximal pour les personnes à revenu élevé.

« Le niveau élevé et la progression des inégalités n'ont rien d'inéluctable », a indiqué M. Gurría. « Notre rapport montre clairement que l'amélioration de la qualification de la main-d'œuvre est de loin l'instrument le plus puissant pour contrer cette progression. Les investissements dans les individus doivent débuter dès la prime enfance et se poursuivre tout au long de la scolarité et de la vie active ».



L'OCDE souligne la nécessité pour les gouvernements de réviser leur fiscalité afin que les plus nantis assument une part équitable de la charge fiscale. Selon son rapport, ils peuvent pour cela relever les taux marginaux d'imposition des individus riches, mais aussi améliorer le respect des obligations fiscales, éliminer des abattements fiscaux et réévaluer le rôle de l'impôt vis-à-vis de toutes les formes de patrimoine.

Téléchargez les **notes par pays** (deux pages) pour l'[Allemagne](#) (en Allemand), l'[Australie](#), le [Canada](#), l'[Espagne](#) (en espagnol), les [États-Unis](#), la [France](#) (en Français), l'[Italie](#) (en Italien), le [Mexique](#) (en Espagnol), le [Japon](#) (en Japonais), le [Royaume-Uni](#).

De plus amples informations sur ce rapport, dont un résumé de quatre pages, sont disponibles à l'adresse www.oecd.org/els/social/inegalite.

Les journalistes souhaitant d'autres informations ou un exemplaire du rapport sont priés de prendre contact avec la Division des médias de l'OCDE à l'adresse news.contact@oecd.org, ou d'appeler le + 33 (0)1 45 24 97 00.

Aussi disponible :

- [Society: Governments must tackle record gap between rich and poor, says OECD](#) (Anglais)